



La Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,

Vu la loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'État pour l'accomplissement de tâches techniques d'étude et de vérification dans le domaine de l'environnement ;

Vu la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement ;

Vu l'agrément délivré le 2 octobre 2018 au bureau d'études *ProSolut S.A.* 2, Garerstrooss, L-6868 Wecker et prolongé le 24 septembre 2021 ;

Vu la demande en prorogation de l'agrément présentée le 15 juin 2023 par le bureau d'études précité ;

Considérant que le bureau d'études ci-dessus est en possession d'un agrément en vertu de la loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'État pour l'accomplissement de tâches techniques d'étude et de vérification dans le domaine de l'environnement valable, e.a, en ce qui concerne

- des études en matière d'environnement naturel,
- des études dans divers domaines relatif à l'environnement humain,
- l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement en tant que partenaire dans une associations momentanée ;

Considérant que le bureau d'études nommé ci-dessus dispose des compétences professionnelles requises et fait preuve d'expérience en matière d'évaluation environnementale ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Le bureau d'études *ProSolut S.A.* 2, Garerstrooss, L-6868 Wecker est autorisé à effectuer des études dans le domaine de l'environnement en application de la loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'État pour l'accomplissement de tâches techniques d'études et de vérification dans le domaine de l'environnement.

L'agrément est valable pour les travaux suivants :

- Préparation de rapports d'évaluation des incidences sur l'environnement dans le cadre de la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement.

Le bureau d'études bénéficiaire du présent agrément est dénommé « bureau agréé » dans les articles ci-après.

Art. 2. L'agrément est valable jusqu'au 31 octobre 2026.

Il peut être renouvelé sur présentation d'une demande au plus tard 3 mois avant sa date d'expiration. Tout projet entamé avant l'expiration de l'agrément peut être achevé après l'expiration de celui-ci.

Art. 3. Si le bureau agréé entend effectuer des études complémentaires ou différentes à/de celles énumérées à l'article 1, une demande de modification de l'agrément devra être introduite auprès du Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable dénommé ci-après « le Ministre ».

Le cas échéant, la requête en renouvellement de l'agrément devra indiquer clairement toute modification éventuelle par rapport au premier agrément.

Art. 4. Le bureau agréé est tenu de communiquer sans délai au Ministre tout changement important relatif à sa situation, dont notamment :

- toute modification et toute expiration de l'agrément en vertu de la loi du 21 avril 1993 ;
- tout remplacement de collaborateurs scientifiques chargés des études énumérées à l'article 1. Le bureau agréé doit employer en permanence au moins un diplômé (niveau master ou équivalent) avec des compétences en matière environnementale pour assurer la coordination des travaux énumérés à l'article 1 ;
- tout changement des statuts de la société.

Art. 5. L'évaluation et l'établissement des rapports se feront suivant les instructions du Ministre.

Art. 6. Le Ministère ou les personnes chargées par lui peuvent participer et assister à tout moment aux études et/ou aux vérifications.

Art. 7. Le personnel qui, dans le cadre du présent agrément, procède à des études est tenu au secret professionnel envers des tiers.

Art. 8. Le bureau agréé n'est pas autorisé à effectuer une évaluation des incidences sur l'environnement d'un projet lorsqu'il en est le concepteur, fournisseur, réalisateur ou l'exploitant respectivement mandaté par le porteur du projet pour la conception, la fourniture, la réalisation ou l'exploitation du projet à évaluer.

Art. 9. Le bureau agréé n'est pas autorisé à procéder à des études pour le compte de mandants à l'égard desquels son organisme et son personnel ne sont pas libres de pressions commerciale, financière ou autre susceptibles d'influencer son jugement ou de compromettre son indépendance et son intégrité par rapport à ses activités.

Art. 10. Pour le 1^{er} mai de chaque année au plus tard, le bureau agréé communique au Ministre une liste de toutes les études qu'il a finalisées ou entamées au cours de l'année précédente en sa qualité de bureau agréé au titre de la loi du 15 mai 2018 précitée.

Art. 11. Le présent agrément peut être révoqué à tout moment si :

- le bureau agréé ne respecte pas les conditions énumérées ci-dessus ;
- le bureau agréé présente un rapport fautif ou incomplet.

Art. 12. Contre la présente décision, un recours peut être interjeté auprès du Tribunal Administratif statuant comme juge du fond. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de trois mois à partir de la notification de la présente décision par requête signée d'un avocat à la Cour.

Pour la Ministre de l'Environnement, du Climat
Et du Développement durable,



Marianne Mousel
Premier Conseiller de Gouvernement

